

Le Comité Municipal de Lérida

Constitué il y a peu de temps le Comité Municipal de Lérida a déjà fourni un travail des plus édifiants.

Les temps révolutionnaires que nous traversons nécessitent la création d'organismes appropriés; ainsi sont les Comités Municipaux ouvriers. Lérida, dont la classe ouvrière a en main la direction politique, ne devait pas manquer de passer aussi à l'organisation de son administration locale.

La municipalité aux mains des ouvriers, représente en ce qui concerne cette ville, jusqu'ici au pouvoir de la réaction, un pas immense dans la voie du progrès social. Dès le 9 septembre les représentants des organisations prolétariennes prenaient en charge l'administration de la ville.

Le Comité municipal existe depuis peu de temps, il a cependant accompli déjà un important labeur. Il se constitua comme nous l'avons dit le 9 septembre, et il n'a depuis cessé d'étudier les questions se rapportant aux affaires municipales pour leur trouver des solutions adéquates et en accord avec le mouvement révolutionnaire actuel.

Voici les plus importantes des réalisations du nouveau conseil: Organisation de la vie municipale en cinq grands départements. Economie, Construction, Culture, Administration Intérieure, Approvisionnements.

Suppression de tout emploi et rétribution injustifiés.

Incorporation des Archives au département de Culture, et de l'Intendance à celui des Approvisionnements.

Transformer complètement l'établissement connu sous le

nom de «Albergue de los Pobres» et réorganiser le «Refugio de Transeuntes».

Suppression du paiement de tous les coupons et de l'amortissement des emprunts municipaux, pour tout le restant de l'année.

Rendre au Conseil Municipal son prestige et son autorité, tellement tombés que le peuple avait l'impression que le conseil n'existait plus.

Suppression des retenues de caractères judiciaires qui pèsent sur les employés.

Matriculer tous les enfants de Lérida et recenser tous les édifices pouvant servir à l'établissement de nouvelles écoles.

Dissolution de l'Ecole Municipale de Musique et organisation d'une autre qui sera l'honneur de la cité.

Suppression de l'impôt sur le vin.

Suppression de redevances sur les constructions.

Etablissement de chemins conduisant aux cultures maraichères.

Suppression aux employés de toutes classes de toute gratification, et étude d'une nouvelle échelle de traitements.

Chaque jour les membres du Comité Municipal étudient dans leurs départements respectifs les nouveaux textes qu'ils devront soumettre à l'approbation du Comité à sa prochaine réunion. Il se prépare ainsi une oeuvre véritablement révolutionnaire que nos camarades de Lérida et leurs auxiliaires conduisent en grands administrateurs. Qu'ils trouvent ici tous nos éloges.

Peut-on rester neutre?

Nos lecteurs comprendront qu'ils ne nous est pas possible de commenter dans la *Revolution Espagnole* chacun des incidents qui se produisent au sujet des événements d'Espagne. Notre journal ne parvient pas dans leurs mains avec la régularité que nous voudrions pour assurer un service d'actualité. Il en est ainsi pour tous les événements qui se succèdent, depuis peu de temps, en rapport avec la neutralité et la non-ingérence. Au moment où nous écrivons ces lignes, la politique suivie jusqu'à maintenant à notre égard, par un certain nombre de nations étrangères arrive à un tournant décisif. L'U. R. S. S., s'appuyant sur les violations de ce pacte de non-ingérence par d'autres puissances, l'a dénoncé et cette déclaration sensationnelle annonce des répercussions importantes sur la politique internationale; mais nous n'en connaissons pas encore le résultat final.

Quelques jours après le soulèvement fasciste, les rebelles commencèrent à être repoussés dans leurs derniers retranchements en Espagne. Leur pronciamento ayant échoué, ils en étaient déjà réduits à se fortifier dans les régions où se trouvaient concentrés leurs armements et où les travailleurs n'avaient pas pu les déloger. C'est à se faire sentir. Les avions l'Allemagne et de l'Italie commença à se faire sentir. Les avions et les munitions affluèrent chez les rebelles; le transport des troupes fut assuré du Maroc par des appareils étrangers. Il fallut que ce manège se prolonge trois semaines pour que l'initiative fut prise par le gouvernement français — non pas d'aider le secteur antifasciste espagnol — mais d'obliger les nations européennes à signer ce traité de neutralité et ce pacte de non-ingérence. Le délai de quinze jours, qui s'écoula entre sa mise en application par la France, l'Angleterre et la Russie, d'une part, et sa signature par l'Italie et l'Allemagne d'autre part, fut encore mis à profit par ces derniers pays pour accumuler au Portugal une somme d'armements énorme.

A l'expérience, le pacte de non-intervention ne se montra pas si strict qu'on l'avait cru. Sans respecter leurs signatures, les Etats fascistes, par des moyens ouverts ou détournés, continuent à faire parvenir dans les mains des rebelles les armes et les munitions dont ceux-ci avaient besoin pour tenter d'écraser les travailleurs espagnols. Le Portugal qui, lui, jamais n'adhéra à une convention quelconque fut un intermédiaire actif de la plus haute importance dans ces livraisons. Il devint la plaque

tournante de la voie qui amenait les armes de l'Italie et de l'Allemagne à Séville et à Burgos.

Pendant ce temps, les gouvernements de France, d'Angleterre et de Russie en étaient réduits à protester de cette attitude italienne et allemande, sans pouvoir même agir pour livrer des armes au gouvernement espagnol. La France, en plus, se trouva et se trouve encore assiégée par sa presse qui représente les intérêts des rebelles comme ceux du fascisme international. Cette presse non seulement cacha les livraisons d'armes aux rebelles, mais dissimula les faits excessivement graves de l'installation des italiens à Majorque et les promesses faites à Hitler sur le Maroc.

Cette comédie diplomatique se prolongea encore. Mais à chacun de ses actes, les pays désireux de soutenir le gouvernement espagnol, jouaient leur rôle avec une telle inconscience qu'ils fournirent chaque fois des arguments aux partisans des rebelles. Particulièrement scandaleuses, furent les tractations à la Société des Nations pour la reconnaissance du gouvernement de Burgos — qui échouèrent heureusement — et les projets d'étouffement du rapport de Del Vayo sur les infractions et les violations du pacte de non-ingérence. On sait que la Commission d'enquête sur les infractions à la non intervention dans les événements d'Espagne, refusa primitivement de prendre en considération les réclamations du gouvernement espagnol. C'est dans ces conditions que ce gouvernement dut se décider à rendre ses documents publics par ses propres moyens. Encore une fois là le rôle de la presse fut prédominant: le silence le plus absolu fut conservé sur le Livre Blanc. N'en publièrent des extraits que les journaux, ou partisans comme ceux de la gauche française, ou bien animés par la défense d'intérêts impérialistes comme un certain nombre de journaux anglais.

Pendant ce temps, les nations amies en étaient réduites à tolérer le soutien des rebelles puisqu'elles ne pouvaient pas l'empêcher, et elles devaient en même temps assister à l'étranglement du gouvernement légal de l'Espagne et à l'exécution de la classe ouvrière espagnole par des fusils et des munitions de provenance italienne ou allemande.

L'U. R. S. S., devant cette situation adopte une politique de réaction qu'elle espère voir suivre par les autres nations. Les raisons qui motivèrent cette nouvelle attitude de l'U. R.